

SENATO DELLA REPUBBLICA

————— XVII LEGISLATURA —————

**Doc. XII-bis
n. 83**

ASSEMBLEA PARLAMENTARE DEL CONSIGLIO D'EUROPA

—————

Risoluzione n. 2168 (2017)

Diritti umani degli anziani e assistenza integrale

—————
Trasmessa il 9 giugno 2017
—————

PARLIAMENTARY ASSEMBLY OF THE COUNCIL OF EUROPE

RESOLUTION 2168 (2017) ⁽¹⁾

Human rights of older persons and their comprehensive care

PARLIAMENTARY ASSEMBLY

1. The Parliamentary Assembly welcomes the growing trend towards strengthening the protection of older persons' human rights, reflected by the adoption of regional legal instruments specifically devoted to older persons' rights, including by the Council of Europe. Despite this positive trend, widespread negative stereotypes of older persons continue, alas, to be at the root of age discrimination and violence against them, as well as of their isolation and exclusion.

2. The Assembly notes that accessing good-quality health care and long-term care still remains a challenge for many older persons in Europe. In addition to the physical and financial barriers they encounter, older persons often suffer from care being delayed or even denied as a result of the fragmentation of health- and social-care services. Other major concerns in this context are the lack of sufficient health-care staff with adequate knowledge

of geriatrics, and the absence of a person-centred approach which would help older persons maintain their autonomy and quality of life.

3. The Assembly is appalled by one estimate which suggests that at least 4 million older persons in the World Health Organization's European Region experience maltreatment in any one year. Against such a background, it is all the more worrying that abuse of older persons remains a taboo subject in many countries and thus an under-reported problem.

4. The Assembly further notes that older persons are disproportionately affected by isolation and loneliness, which has an impact on their health and well-being, and can lead to their social exclusion. They are also an economically vulnerable group prone to poverty, another major element contributing to their exclusion.

5. In view of the above, the Assembly calls on the Council of Europe member States to take the following measures with a view to combating ageism, improving care for older persons and preventing their social exclusion:

5.1. ensure a minimum living income and appropriate housing for older persons with a view to enabling them to live in dignity;

5.2. prohibit, in law, age discrimination in the provision of goods and services;

(1) *Text adopted by the Standing Committee, acting on behalf of the Assembly, on 30 May 2017 (see Doc. 14320, report of the Committee on Social Affairs, Health and Sustainable Development, rapporteur: Lord George Foulkes).*

See also Recommendation 2104 (2017).

5.3. provide support for continued employment and training for those who want it;

5.4. promote a positive attitude to ageing through awareness-raising campaigns targeting the media, service providers and the general public;

5.5. ensure the availability, accessibility and affordability of health care and long-term care for older persons;

5.6. integrate health- and social-care services for older persons;

5.7. ensure adequate training of health-care professionals in geriatrics and establish geriatric centres throughout the territory where possible;

5.8. foster a person-centred approach in the provision of care, by organising it around the needs and preferences of older persons, and involving them in its planning;

5.9. adopt a charter of rights for older persons in care settings, to be used, inter alia, to empower older persons and to monitor long-term care institutions by an independent body;

5.10. ensure appropriate assistance and support for older persons living in their homes, including medical and nursing care, meals on wheels and domestic assistance;

5.11. ensure financial and practical support for informal caregivers, including training, counselling and advice, and take measures to offer them respite;

5.12. raise awareness of physical, psychological and financial abuse of older persons, and collect relevant data, including on associated risk factors, with a view to drawing up an action plan to eliminate such abuse;

5.13. promote active ageing by developing age-friendly environments, including spaces for joint activities between older persons and younger generations with a view to fostering intergenerational ties;

5.14. encourage volunteering by older persons, both in their own country and abroad, as well as volunteering to support older persons.

ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DU CONSEIL DE L'EUROPE

RÉSOLUTION 2168 (2017) ⁽¹⁾

Les droits humains des personnes âgées et leur prise en charge intégrale

ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE

1. L'Assemblée parlementaire se félicite de la tendance croissante au renforcement de la protection des droits humains des personnes âgées, qui se manifeste par l'adoption – notamment au Conseil de l'Europe – d'instruments juridiques régionaux consacrés spécifiquement aux droits des personnes âgées. En dépit de cette tendance positive, les stéréotypes négatifs relatifs aux personnes âgées demeurent répandus et continuent, hélas, d'être à l'origine de la discrimination et de la violence à l'égard des intéressés, ainsi que de leur isolement et de leur exclusion.

2. L'Assemblée note que l'accès à des soins de santé et des soins de longue durée de qualité reste un problème pour bon nombre de personnes âgées en Europe. Outre les obstacles physiques et financiers auxquels elles se heurtent, ces personnes voient fréquemment leurs soins reportés, voire refusés, en raison de la fragmentation des services de soins et des services

sociaux. D'autres difficultés majeures dans ce domaine sont le manque de personnel de santé possédant les connaissances nécessaires en gériatrie et l'absence d'une approche centrée sur la personne, qui aiderait les personnes âgées à conserver leur autonomie et leur qualité de vie.

3. L'Assemblée est sidérée par une estimation selon laquelle au moins 4 millions de personnes âgées seraient maltraitées chaque année dans la région Europe de l'Organisation mondiale de la santé. Dans un tel contexte, il est d'autant plus préoccupant de constater que la maltraitance des personnes âgées reste un sujet tabou dans bon nombre de pays et que le problème est donc sous-évalué.

4. L'Assemblée note en outre que les personnes âgées sont affectées de manière disproportionnée par l'isolement et la solitude, ce qui rejaillit sur leur santé et leur bien-être, et peut conduire à l'exclusion sociale. Elles constituent également un groupe économiquement vulnérable pouvant facilement tomber dans la pauvreté, laquelle est à son tour un facteur majeur d'exclusion.

5. Compte tenu de ce qui précède, l'Assemblée appelle les États membres du Conseil de l'Europe à prendre les mesures suivantes visant à combattre l'âgisme, à améliorer les soins aux personnes âgées et à prévenir leur exclusion sociale:

5.1. garantir un revenu minimum vital et un logement adapté aux personnes

(1) Texte adopté par la Commission permanente, agissant au nom de l'Assemblée, le 30 mai 2017 (voir Doc. 14320, rapport de la commission des questions sociales, de la santé et du développement durable, rapporteur: Lord George Foulkes).

Voir également la Recommandation 2104 (2017).

âgées afin de leur permettre de vivre dignement;

5.2. interdire, dans la législation, la discrimination fondée sur l'âge dans l'offre de biens et de services;

5.3. apporter un soutien pour le maintien de l'emploi et une formation continue à celles qui le souhaitent;

5.4. promouvoir une attitude positive à l'égard du vieillissement au moyen de campagnes de sensibilisation ciblant les médias, les prestataires de services et le grand public;

5.5. garantir la disponibilité et l'accessibilité de soins de santé et de soins de longue durée à un coût abordable pour les personnes âgées;

5.6. accorder les services de santé et les services sociaux destinés aux personnes âgées;

5.7. assurer la formation adéquate des professionnels de santé en gériatrie et établir, dans la mesure du possible, des centres de gériatrie sur tout le territoire;

5.8. favoriser une approche centrée sur la personne lors de la prestation des soins, en organisant celle-ci en fonction des besoins et des préférences des personnes âgées, et en les impliquant dans la planification des soins;

5.9. adopter une charte des droits des personnes âgées dans le contexte des

services de soins, qui pourrait notamment être utilisée pour renforcer leur autonomie et pour le contrôle des établissements de soins de longue durée par un organisme indépendant;

5.10. assurer une assistance et un soutien adaptés aux personnes âgées vivant chez elles, notamment sous forme de soins médicaux et infirmiers, de service de repas à domicile et d'une aide ménagère;

5.11. apporter un soutien financier et pratique aux aidants informels, notamment sous forme de formation et de conseil, et mettre en place des dispositifs leur permettant de prendre du répit;

5.12. sensibiliser l'opinion publique aux maltraitances physiques et psychologiques et aux abus financiers dont sont victimes les personnes âgées, et collecter des données pertinentes sur la question, y compris sur les facteurs de risque associés, afin d'établir un plan d'action visant à éradiquer ces comportements;

5.13. promouvoir le vieillissement actif en créant des environnements adaptés aux personnes âgées, y compris des lieux consacrés à des activités réunissant personnes âgées et jeunes générations en vue de favoriser les liens intergénérationnels;

5.14. encourager le bénévolat parmi les personnes âgées, tant dans leur pays qu'à l'étranger, ainsi que le bénévolat pour soutenir les personnes âgées.

ASSEMBLEA PARLAMENTARE DEL CONSIGLIO D'EUROPA

RISOLUZIONE 2168 (2017) ⁽¹⁾

Diritti umani degli anziani e assistenza integrale

1. L'Assemblea parlamentare esprime apprezzamento per la crescente tendenza al rafforzamento della tutela dei diritti umani degli anziani, che si manifesta con l'adozione, in particolare nel Consiglio d'Europa, di strumenti giuridici regionali dedicati specificamente ai diritti delle persone anziane. Nonostante questa tendenza positiva, gli stereotipi negativi sulle persone anziane restano diffusi e continuano, purtroppo, a essere all'origine di discriminazioni e violenze nei confronti degli interessati, nonché del loro isolamento ed esclusione.

2. L'Assemblea osserva che l'accesso a cure sanitarie e cure a lungo termine di qualità resta un problema per molti anziani in Europa. Oltre agli ostacoli fisici e finanziari con cui si scontrano, a queste persone spesso vengono ritardate le cure, o addirittura negate, a causa della frammentazione dei servizi di cura e dei servizi sociali. Altre gravi difficoltà in questo settore sono la mancanza di personale sanitario con preparazione geriatrica e l'as-

senza di un approccio incentrato sulla persona, che aiuterebbe gli anziani a conservare l'autonomia e la qualità di vita.

3. L'Assemblea è annichilita da una stima secondo cui ogni anno almeno 4 milioni di anziani sono maltrattati nella regione Europa dell'Organizzazione mondiale della sanità. In questo contesto, è ancor più preoccupante constatare che il maltrattamento degli anziani resta un tema tabù in molti paesi e che il problema è quindi sottovalutato.

4. L'Assemblea osserva inoltre che le persone anziane sono colpite in maniera nettamente superiore dall'isolamento e dalla solitudine, il che ha un impatto sulla loro salute e benessere e può portare all'esclusione sociale. Sono anche un gruppo economicamente vulnerabile che può facilmente cadere preda della povertà, a sua volta un grave fattore di esclusione.

5. Tenuto conto di quanto precede, l'Assemblea chiede agli Stati membri del Consiglio d'Europa di prendere le seguenti misure per combattere l'ageismo, migliorare le cure per gli anziani e prevenirne l'esclusione sociale:

5.1. garantire un reddito minimo vitale e un alloggio adatto alle persone anziane per consentire loro di vivere dignitosamente;

5.2. vietare per legge la discriminazione basata sull'età nell'offerta di beni e servizi;

(1) Testo adottato dalla Commissione permanente, a nome dell'Assemblea, il 30 maggio 2017 (V. Doc. 14320, relazione della commissione affari sociali, sanità e sviluppo sostenibile, relatore: Lord George). V. anche la Raccomandazione 2104 (2017).

5.3. dare un sostegno per il mantenimento del lavoro e la formazione continua a coloro che lo desiderano;

5.4. promuovere un atteggiamento positivo nei confronti dell'invecchiamento per mezzo di campagne di sensibilizzazione rivolte ai media, ai fornitori di servizi e all'opinione pubblica;

5.5. garantire la disponibilità e l'accessibilità di cure mediche e di cure di lunga durata a un costo accessibile per le persone anziane;

5.6. introdurre servizi sanitari e sociali destinati agli anziani;

5.7. assicurare un'adeguata formazione in geriatria degli operatori sanitari e creare, nella misura del possibile, centri geriatrici su tutto il territorio;

5.8. favorire una strategia incentrata sulla persona nell'erogazione di cure, organizzandole in funzione dei bisogni e delle preferenze delle persone anziane, che andranno coinvolte nella programmazione delle cure;

5.9. adottare una carta dei diritti dell'anziano nel quadro dei servizi sanitari,

che potrebbe essere utilizzata in particolare per rafforzarne l'autonomia e per il controllo sugli istituti di cura a lunga degenza da parte di un organismo indipendente;

5.10. assicurare un'assistenza e un sostegno adatti agli anziani che vivono in casa propria, in particolare con cure mediche e infermieri a domicilio, servizio di pasti a domicilio e aiuto domestico;

5.11. fornire un sostegno finanziario e pratico ai badanti non professionali, in particolare sotto forma di formazione e consulenza, e offrendo dispositivi che alleggeriscano il loro lavoro;

5.12. sensibilizzare l'opinione pubblica riguardo ai maltrattamenti fisici e psicologici e agli abusi finanziari di cui sono vittime le persone anziane e raccogliere dati sull'argomento, compresi i fattori di rischio associati, al fine di stabilire un piano di azione teso a eliminare questi comportamenti;

5.13. promuovere l'invecchiamento attivo creando ambienti adatti alle persone anziane, compresi luoghi dedicati a attività che riuniscono anziani e giovani per favorire i legami tra generazioni;



170122021530